



LES RELATIONS UKRAINE – RUSSIE :
quel impact pour la sécurité européenne ?

Mémoire de géopolitique
du lieutenant-colonel Yurii VOLSKYI
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »

Directeur de séminaire : Isabelle FACON

Année 2006/ 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les relations Ukraine – Russie : quel impact pour la sécurité européenne ?
2. 2007_memoir_geop_relations Ukraine-Russie_Volskyi
3. Lieutenant-colonel, armée de Terre, VOLSKYI Yurii, Ukraine
4. 12 mars 2007
5. Division D – groupe D3
6. Mémoire de géopolitique
7. A la suite de l'élargissement de l'UE la question des relations et de la coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est se pose avec encore plus d'acuité. De plus, l'enjeu énergétique constitue l'un des pivots de la politique de voisinage et fait la grande préoccupation pour l'Europe ou la Russie - pays exportateur et l'Ukraine - pays de transit jouent des rôles cruciaux. Afin de répondre à la problématique de sécurité européenne, il est nécessaire d'examiner les plusieurs facteurs qui se touchent l'UE notamment les relations entre l'Ukraine et la Russie. Malgré que Kiev est au cœur de la sécurité nationale et des intérêts fondamentaux de l'Etat et de l'économie russe les relations entre les deux pays ont été constamment tendues.
8. sécurité européenne, Russie, Ukraine.

Les relations Ukraine – Russie : quel impact pour la sécurité européenne ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : L'UKRAINE ET LA RUSSIE : UNE RELATION DIFFICILE

L'Ukraine : sa position géostratégique et sa situation politique

La puissance énergétique de la Russie comme « une arme d'influence »

Relations Ukraine-Russie et les questions épineuses

DEUXIEME PARTIE : L'UKRAINE ET LA RUSSIE VIS-A-VIS DE L'OUEST : PARTENAIRES OU FACTEURS DE RISQUE POUR LA SECURITE EUROPEENNE?

La Politique européenne de voisinage comme l'instrument de l'UE pour promouvoir la
stabilité régionale

L'Ukraine – le consommateur de sécurité ou bien le facteur potentiel de stabilité pour la région?

La Russie et la sécurité européenne

Les enjeux de sécurité pour l'UE

INTRODUCTION

A la suite de l'élargissement de l'UE la question des relations et de la coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est se pose avec encore plus d'acuité.

L'UE a également défini des objectifs à la fois généraux et spécifiques à chacun des pays de son proche voisinage, notamment en matière de sécurité. Si l'UE joue déjà un rôle dans son proche voisinage à l'Est, ses actions et son influence pourraient encore s'accroître à l'avenir.

Le terme « sécurité » recouvre à la fois la sécurité au sens militaire et des questions plus larges liées à des problèmes historiques et sociaux. De ces questions plus larges peuvent naître des problèmes politiques, voire des risques d'affrontement. Les réponses à donner à ces problèmes ne relèvent donc pas uniquement de la politique de défense d'un pays ou de l'UE.

A fin de répondre à la problématique de sécurité européenne, il est nécessaire d'examiner les facteurs qui touchent l'UE, mais ce qui nous intéresse plus, ce sont les relations entre l'Ukraine et la Russie.

A travers les siècles, les relations entre peuple ukrainien et son « frère supérieur », voir peuple russe, n'étaient pas faciles. Même au sein de l'URSS, où l'Ukraine, bien sûr après la Russie, était en effet la plus vaste république d'Union soviétique en termes de population, de territoire et d'importance économique globale, fournissant environ 25% du produit national brut et 21% de la production agricole soviétique. Après proclamation de son indépendance en 1991 et avec la « Révolution orange » en 2004, l'Ukraine veut trouver sa place dans l'Europe démocratique, mais l'ancien héritage et le « facteur russe » la poussent vers l'orbite de la Russie qu'est plus autocratique que démocratique.

Alors, la question quelle il faut poser c'est : « Est-ce que l'Union européenne est menacée par les relations entre l'Ukraine et la Russie qui n'étaient pas toujours stables et qui, probablement, pourraient introduire une instabilité à l'Europe ? Quel impact pour la sécurité européenne ? »

Notre étude comprend deux parties. Dans la première partie nous aborderons la position géostratégique et la situation géopolitique de l'Ukraine, la croissance économique de la Russie, ses particularités. Ensuite, nous ferons un tour de la problématique difficile qu'entretient l'Ukraine avec la Russie.

Dans la seconde partie, d'abord, nous essayerons de montrer les idées clés et les buts politiques de l'UE par rapport à ses nouveaux voisins, puis nous discuterons des positions de l'Ukraine et de la Russie vis-à-vis de la sécurité européenne puis nous verrons quels impacts cela engendre pour cette dernière.

PREMIERE PARTIE : L'UKRAINE ET LA RUSSIE : UNE RELATION DIFFICILE

L'émergence de l'Ukraine sur la scène internationale a été accueillie avec un mélange d'indifférence et de scepticisme. L'incompréhension la plus forte et les réactions les plus négatives sont venues de Russie. Elle reconnaît certes l'indépendance de son voisin par la voix du président Boris Eltsine, le 3 décembre 1991, mais ses élites et sa population considèrent très majoritairement le nouvel Etat ukrainien comme une création artificielle et temporaire. Nombreux sont les Russes pour lesquels l'indépendance ukrainienne n'est rien d'autre qu'une aberration.

Cette perception renvoie à un élément central de la conscience nationale russe. Berceau du premier Etat des slaves de l'Est - la Rous' des Xe-XIIIe siècles - lieu de la conversion du prince Vladimir à l'orthodoxie en 988, Kiev reste la " mère de toutes les villes russes " et l'Ukraine la "Petite-Russie" (Malorossija, nom que les Russes lui ont longtemps donné). Au cours de la première moitié des années 1990, les relations bilatérales entre les deux pays sont très tendues.

1.1 L'Ukraine : sa position géostratégique et sa situation politique

L'Ukraine est un grand pays et probablement une grande nation en devenir (47,7 millions d'habitants en 2005). C'est le second plus grand territoire d'Europe par sa superficie de 603 700 km², loin derrière la Russie.

En matière de sécurité, l'Ukraine constitue une pièce essentielle de l'architecture européenne de sécurité par sa situation de charnière entre Europe, Russie et Mer Noire. Ce pays a la capacité de jouer le rôle d'une puissance sub-régionale susceptible de contribuer à la stabilité de la région. Voie de passage traditionnelle entre l'Europe et l'Asie, il commande les accès du gaz et du pétrole russe vers l'Europe, la principale voie d'accès au pétrole de la Mer Caspienne, un des itinéraires de l'immigration du Moyen-Orient vers l'Europe (annexe 1).

En outre, l'Ukraine est une société fragile où le développement d'une instabilité induisant le risque de séparatisme et de conflits ethniques affecterait la sécurité de toute l'Europe.

Officiellement, l'Ukraine est engagée dans une politique de neutralité, mais ce statut lui a surtout servi à prendre ses distances vis-à-vis de la Russie tout en s'efforçant de développer des relations plus étroites sur le plan politique (et de la sécurité) avec les pays d'Europe centrale et occidentale.

Le président Iouchtchenko a appelé de ses vœux la volonté de voir son pays adhérer à l'Union européenne lors de son discours d'investiture le 23 janvier 2005 en précisant : « *Notre chemin, pour l'avenir, est celui de l'Europe unie. Nous faisons partie de la même civilisation,*

nous partageons les mêmes valeurs. ». Il a rappelé aussi que « *La politique ukrainienne n'a jamais été réalisée contre la Russie*¹ »

Lors de la dissolution de l'URSS en 1991, l'Ukraine est devenue indépendante. Elu Président de la République en 1994 et réélu en 1999, M. Léonid Kouchma a instauré un régime présidentiel renforcé. Lors des récentes élections présidentielles en décembre 2004, l'opposition a organisé d'importantes manifestations et obtenu l'organisation d'un nouveau second tour, en raison de fraudes électorales massives. Le candidat de l'opposition, M. Viktor Iouchtchenko, a ainsi été élu Président avec 51,99% des suffrages contre 44,2 % pour M. Viktor Ianoukovitch, le Premier ministre sortant (annexe 2).

La « révolution orange » et l'élection de Victor Iouchtchenko sont considérées par certains observateurs russes comme l'un des revers les plus graves et les plus humiliants subis dans la vie internationale par la Russie postsoviétique.

Malgré la volonté du peuple ukrainienne, pendant toute la campagne électorale, les dirigeants russes soutiennent ouvertement Viktor Ianoukovitch, portant devenu aux yeux d'une partie de la population le symbole du système corrompu et opaque créé par le président Kouchma. Vladimir Poutine s'implique personnellement dans la campagne, se rendant deux fois en Ukraine où il encourage le candidat Ianoukovitch qui est aussi activement conseillé sur place par des « spécialistes de technologie politique » proches du Kremlin. Ces efforts ne sont pas restés sans résultat, la société ukrainienne est désormais confrontée à une situation dans laquelle le candidat malheureux des élections présidentielles de l'année dernière, Victor Yanukovitch, a été choisi pour diriger le gouvernement et ses pouvoirs rivaliseront avec ceux du président.

Depuis le 1er janvier 2006, le gouvernement est responsable devant le parlement plutôt que devant le président ; le parlement ukrainien a adopté un amendement à la Constitution permettant le transfert de certains pouvoirs du Président au parlement, le président conserve des prérogatives importantes en matière de politique étrangère et de politique de défense.

Donc, la nomination Victor Yanukovitch au poste de premier-ministre constitue un important revers pour les dirigeants de la " Révolution orange " mais beaucoup d'analystes indépendants sont d'avis que les perspectives sont loin d'être aussi sombres que certains peuvent le penser. Viktor Yanukovitch a cependant exprimé un certain scepticisme quant à une adhésion à l'OTAN et « cette déclaration se situe au cœur du triangle Moscou-Kiev-Otan »². De plus, le

¹ Viktor Iouchtchenko, conférence à l'Institut français des relations internationales, Paris, 15 novembre 2005.

² Isabelle Facon "Les outils militaires dans l'intégration de l'Ukraine à la vie internationale", revue d'études comparatives Est-Ouest, 2006, vol. 37, n°4, p 203.

« Parti des régions » de Viktor Yanoukovitch et ses alliés au Parlement ont bloqué différentes initiatives emblématiques de l'euro-atlantisme de la politique étrangère ukrainienne

L'appui offert par Vladimir Poutine à Victor Ianoukovitch n'était pas motivé par le seul souci de maintenir l'Ukraine dans la sphère d'intérêt russe et d'éviter son rapprochement avec l'Occident. Il avait aussi pour but de « pérenniser en Ukraine un régime du même type qu'en Russie » et d'y empêcher la construction d'un système différent de la Russie.

1.2 La puissance énergétique de la Russie comme « une arme d'influence »

La Russie est un pays de richesse extraordinaire, avec d'immenses ressources naturelles et avec un capital humain prodigieux, dans lequel coexistent actuellement des secteurs de haut niveau scientifique et technologique. Depuis 1999, la Russie connaît une croissance soutenue³, mais, son principal problème est plutôt une insuffisante diversification de son économie. Dans ce souci d'atteindre le statut de puissance économique, la Russie maintient son regard sur un secteur dans lequel elle a toutes les possibilités d'être compétitive : l'énergie.

Effectivement, la Russie dispose d'un vaste potentiel énergétique, basé en réserves de pétrole, de gaz naturel, de charbon et d'uranium, et qui la place, derrière des États-Unis, comme la seconde puissance énergétique à l'échelle mondiale. La Russie possède au niveau mondial 13% des réserves de pétrole, 30% des réserves de gaz (premier pays au monde en cette catégorie), 15,9% des réserves de charbon et 4% d'uranium⁴. Aujourd'hui, la Russie est le second producteur de pétrole après l'Arabie Saoudite et premier producteur de gaz du monde. Selon Isabelle Facon, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), « la Russie n'a jamais été aussi diplomatiquement visible et économiquement forte depuis l'éclatement de l'URSS ».

En Russie, le système politique est actuellement stable mais il est basé sur des personnes et non sur des institutions. Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine a fait de l'économie l'un des leviers de sa diplomatie, qu'il a axée sur la promotion des intérêts des entreprises russes à l'étranger, notamment de Gazprom⁵. Ce géant de la production et du transport de gaz, dont l'Etat détient plus de 50% du capital, occupe une place centrale dans la « diplomatie de l'énergie ». Gazprom est actionnaire à 35% de la société allemande de distribution Wingaz et candidat à l'acquisition d'une partie de British Gaz et à 10% de la distribution en France.

³Le PIB de la Russie a crû durant l'année 2004, 6.9% et pendant le 2005, 6,4 %. Rapport préliminaire de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement publié sur www.un.org

⁴Renardet, Pascal «Unit géopolitique mondiale de l'énergie et un plan stratégique pour la France» Ed. Ellipses 2004.

⁵Anne-Céline Boidin « Russie :l'énergie du retour » publié à « Armées d'aujourd'hui », août 2006

À cet effet, le gouvernement russe a formulé, pendant l'année 2003, un plan de politique énergétique⁶ qui oriente les stratégies dans ce domaine. Ce document indique les perspectives de l'évolution de la politique énergétique et ses possibles influences dans la situation de la problématique énergétique globale jusqu'à l'année 2020. Le Kremlin conçoit les ressources énergétiques comme une arme politique, comme en témoigne son effort pour consolider son poids politique auprès des pays qui dépendent de lui pour leur énergie, en premier lieu, ceux d'Europe centrale et orientale ; selon « Washington ProFile », la dépendance de gaz russe en 2006 était la suivante⁷ : Lituanie, Lettonie, Estonie et Moldavie – 100% ; Slovaquie et Bulgarie – 99% ; Grèce – 82% ; République Tchèque – 77% ; Autriche – 69% ; Turquie – 65% ; Hongrie – 64% ; Slovénie – 52% ; Pologne – 43% ; Allemagne – 39% ; Ukraine – 35% ; Italie – 31% ; France – 24% ; Roumanie – 22% ; Pays Bas – 6%. A propos, en 2004-2005, la production ukrainienne de gaz atteint environ 20 milliards de m³/an, à son tour l'Ukraine a importé en moyenne 60 milliards de m³/an, dont 24 milliards en provenance de Russie et 36 milliards du Turkménistan, mais les volumes livrés par ce dernier transitaient par le réseau de Gazprom.

1.3 Relations Ukraine-Russie et les questions épineuses

Depuis les indépendances, les relations diplomatiques entre les deux pays ont été constamment tendues. Kiev est en effet au cœur même de la sécurité nationale et des intérêts fondamentaux de l'Etat et de l'économie russes. Au-delà des liens historiques et « charnels » évidents qui lient les deux pays, on peut classer les intérêts russes en sept grands domaines. Parmi les plus visibles on citera le transit du gaz et du pétrole, l'interconnexion des technologies et des industries qu'ils mettent en œuvre, la présence d'infrastructures militaires stratégiques russes en Crimée, la religion orthodoxe en partie commune aux deux pays, et la langue russe, facteur derrière lequel se détache en filigrane la présence sur le sol ukrainien d'une très importante diaspora russe et russophone. Les deux derniers domaines, s'ils sont moins visibles, n'en sont pas moins importants.

1.3.1 Deux visions sur la CEI et le GUAM

A l'initiative de la Russie, la Communauté des Etats indépendants (CEI) a été constituée. Elle organise une vaste coopération entre la plupart de pays de l'ex-URSS dans de multiples

⁶Mieres, Francisco «Politique énergétique russe 2003 » publiée sur www.soberania.com

⁷ Recherche de Congrès des EU, les résultats été publié sur www.unian.net de 15.01.2007

domaines (économie, politique, culture, sécurité). Il existe plusieurs centaines d'accords juridiques auxquels les Etats choisissent de participer.

D'un point de vue politique et économique, l'Ukraine participe à certaines activités de la CEI, mais elle n'a pas signé la Charte générale de l'organisation et à ce titre ne se sent pas liée de manière contraignante à la CEI. En ce qui concerne la création d'un espace économique commun (regroupant la Russie, l'Ukraine, le Belarus et le Kazakhstan), un accord avait été signé le 19 septembre 2003 mais les autorités ukrainiennes se montrent prudentes, afin de ne pas compromettre leurs chances d'intégration économique plus poussée avec l'UE.

Le Traité de sécurité collective de la CEI a été signé le 15 mai 1992 à Tachkent mais l'Ukraine et les autres pays membres de la CEI (la Moldavie, le Turkménistan) n'ont pas signé le document. Ce Protocole prévoit aussi une clause de reconduction automatique de cinq ans en cinq ans et les pays signataires n'ont pas le droit de se joindre à des alliances militaires ou à d'autres groupes d'Etats; ils ne peuvent pas non plus participer à des actions qui viseraient un de leurs partenaires.

La CEI subsistera sans doute en tant que structure institutionnelle organisant la coopération entre la Russie et ses proches voisins. Mais la plupart des experts indépendants s'accordent à penser que la CEI a donné de maigres résultats concrets et n'envisagent pas un renforcement de son rôle et de son efficacité dans l'avenir. En dépit des nombreux accords conclus dans le cadre de la CEI, notamment en matière de sécurité, la Russie se sent isolée et seule garante de sa sécurité.

Certains pays de la CEI ont amorcé une autre coopération entre eux : le GUAM (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie). La Russie est absente de ce cadre de coopération politique et économique créé en 1997 avec notamment pour objectif d'améliorer la sécurité régionale et de combattre le terrorisme, ainsi que le crime organisé et le trafic de drogue. L'Ouzbékistan a suspendu sa participation en 2002 en raison de maigres résultats obtenus dans le cadre du GUAM. Il est vrai que jusqu'à présent, ses activités n'ont jamais pris beaucoup d'ampleur par manque de moyens et de volonté politique. Les Etats impliqués, ayant de nombreux problèmes politiques et économiques internes, n'ont pas pu donner la priorité à des activités de coopération régionale. Mais il est question de réactiver cette coopération à l'initiative de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Moldavie, ce qui susciterait certainement des réactions de suspicion de la part de la Russie.

L'Ukraine considère le GUAM comme un instrument politique important lui permettant de s'imposer en tant que leader régional et pivot de la stabilité et de la sécurité. L'Ukraine estime

aussi que le GUAM pourrait servir à renforcer la coopération dans les domaines de l'économie, de l'énergie et des transports, et lui donnerait accès au pétrole et au gaz de la mer Caspienne tout en développant son rôle en tant que pays de transit pour l'exportation du pétrole de la Caspienne vers l'Europe. Mais Moscou a toujours considéré le GUAM comme un organe subversif, opposé aux intérêts de la Russie dans la région et comme une tentative des pays initiateurs de « contourner » la CEI et la Russie.

1.3.2 L'interdépendance économique russo-ukrainienne

L'Ukraine a également reconnu la nécessité de maintenir des liens économiques solides avec la Russie, en rejetant néanmoins toutes les tentatives d'institutionnalisation de ces liens dans le cadre de la CEI, où la Russie est appelée à jouer un rôle dominant.

Vraisemblablement, l'Ukraine était contrainte de nouer avec la Russie des liens économiques et monétaires plus étroits en raison surtout de l'abîme économique et financier dans lequel elle se trouve. En 1992, elle s'est retirée de l'ancienne zone rouble et a introduit sa propre monnaie, le *karbovanets* et plus tard - *la grivna*. A diverses reprises, Moscou a exercé des pressions économiques sur l'Ukraine pour l'obliger à jouer le jeu dans les affaires internes de la Communauté.

Mais, malgré toutes les ambitions qui existent entre les deux pays, le rôle des entreprises russes dans le secteur des investissements de l'Ukraine est très important. Si officiellement la Russie n'est que le 5 investisseur dans le pays avec 6,7 % des investissements étrangers, sa part atteint 20% si l'on prend en compte les investissements effectués par les sociétés extraterritoriales russes implantées à Chypre, dans les îles Vierges et en Suisse. Les grands pétroliers russes Tatneft, Lukoil, Alyans et TNK contrôlent les quatre principales raffineries du pays (*La Tribune, 2 mai 2003*). RUSAL, le premier producteur d'aluminium en Russie et troisième mondial, a également acquis l'usine de Nikolaev, son principal fournisseur de produit de base. La présence des sociétés russes s'intensifie également dans les secteurs du traitement des produits alimentaires, de la métallurgie, des biens d'équipement professionnels, des activités bancaires et des transports⁸.

De son côté l'Ukraine est particulièrement bien implantée en Russie sur le marché du sucre ou ses exportations représentent quelque 20% du marché.

⁸ [http : //www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

En matière énergétique, l'Ukraine est dépendante à 80 % d'importations extérieures (de la Russie et aussi du Turkménistan). La Russie et l'Ukraine ont un intérêt manifeste à coordonner leurs stratégies énergétiques afin de combiner au mieux les ressources russes et les capacités de transit de l'Ukraine, notamment en direction de l'Europe occidentale. C'est par l'Ukraine que transiteraient 80 % du gaz russe exporté vers les pays de l'UE (annexe 3).

En ce qui concerne le transit de pétrole, il existe déjà un oléoduc Odessa-Brody (Ukraine), qu'il est prévu de prolonger à l'avenir jusqu'au port de Gdansk, en Pologne. Pour l'instant, aucun contrat de transit n'a été conclu avec des pays de la région du Caucase et cet oléoduc fonctionne en sens inverse, acheminant du pétrole russe.

Par rapport à la crise gazière de l'année passée entre la Russie et l'Ukraine cela peut être considérée comme un mouvement important dans une partie d'échecs diplomatique. Il ne fait aucun doute que la dépendance de l'Ukraine face à l'énergie russe constitue un talon d'Achille stratégique. Les dirigeants ukrainiens affirment de longue date que de bonnes relations de travail avec la Russie sont très importantes à leurs yeux, mais ils ne veulent pas que Moscou leur dicte ses conditions. Cette position est certainement affaiblie par le fait que la Russie est le fournisseur exclusif de la majeure partie de l'énergie nécessaire à l'Ukraine. A son tour l'Ukraine disposait aussi de certains moyens de pression, les plusieurs gazoducs importants alimentant l'Europe en gaz russe et traversant son territoire. La Russie cherche cependant à diversifier ses options en matière de gazoducs et d'oléoducs. C'est ainsi, par exemple, que le nouveau gazoduc vers l'Allemagne⁹ diminuera sa dépendance face au réseau ukrainien et, par extension, réduira plus encore les moyens de pression dont dispose l'Ukraine pour marchander.

A l'époque de l'URSS, après la RSFSR, la République socialiste d'Ukraine était la région la plus industrialisée et la mieux dotée en industries de hautes technologies. En 1991, elle hérite ainsi d'environ 15% des infrastructures du complexe militaro-industriel soviétique avec des pôles d'excellence dans l'aérospatiale et l'aéronotique, les chantiers navals, les armes terrestres, les missiles et les composants électroniques. Désormais en Ukraine, l'industrie de défense occupe une place importante dans l'économie nationale¹⁰. Les entreprises ukrainiennes développent et exportent une vaste gamme de matériels de guerre (avions, chars, missiles, armes à feu, défense anti-aérienne) et disposent d'un savoir-faire technologique d'excellent niveau. Tout cela fait de

⁹Le 11 avril 2005 à Hanovre, l'Allemagne et la Russie ont annoncé un accord en vue de construire d'ici 2010 un gazoduc passant sous la mer Baltique en Europe du Nord (de Vyborg près de Saint-Petersbourg à Greifswald au nord de Berlin). Ce gazoduc permettra à la Russie de livrer directement du gaz en Europe occidentale (notamment en Allemagne, Scandinavie, Royaume-Uni) et réduira sensiblement la dépendance de la Russie vis-à-vis des routes de transit existantes qui traversent l'Ukraine et la Biélorussie.

¹⁰ En 2006 l'Ukraine arrive à la 6 place parmi les pays exportateurs d'armes (la Russie – première).

l'Ukraine un concurrent redoutable pour la Russie sur de nombreux marchés, principalement ceux du rétrofitage des armements de conception soviétique (blindés, hélicoptères, avions).

Dans les domaines aussi sensibles que l'aéronautique et des missiles, l'Ukraine dispose d'énormes capacités ; la Russie a fait le choix de réduire la coopération avec l'industrie ukrainienne pour des raisons d'indépendance stratégique dans ce domaine touchant directement la sécurité nationale russe (annexe 4).

Globalement, la Russie vise désormais à assurer son indépendance d'approvisionnement en matériel de défense vis-à-vis des pays voisins, tout spécialement de ceux qui veulent s'affranchir de son influence et adhérer à l'OTAN. Elle tend donc de manière croissante à planifier la fabrication de tous les composants de ses systèmes d'armes sur son territoire national.

1.3.3 Différends frontaliers entre l'Ukraine et la Russie

Dès l'indépendance de l'Ukraine en 1991, des conflits d'intérêts ont opposé l'Ukraine et la Russie, notamment sur le contrôle de la flotte de la mer Noire, et sur le statut de la Crimée (rattachée à l'Ukraine en 1954 au sein de l'URSS).

Le 31 mai 1997, le Président russe Boris Eltsine et le Président ukrainien Léonid Koutchma ont signé un Accord d'amitié et de coopération, par lequel ils reconnaissent respectivement la souveraineté et l'intégrité territoriale des frontières existantes. Ils ont aussi signé un Accord intergouvernemental sur le statut de la Flotte de la mer Noire stationnée en territoire ukrainien, ainsi que sur les critères de division de la flotte entre les deux pays (700 navires). La flotte russe maintiendra des bases navales à Sébastopol pour 20 ans mais s'engage à verser annuellement à l'Ukraine pendant 20 ans un loyer (entre 98 et 100 millions de dollars) pour l'utilisation de 80% des installations portuaires. En mars 2005, la Russie a conduit un exercice naval de grande envergure et serait entrée dans les eaux territoriales ukrainiennes sans en demander la permission. Les Russes refuseraient aussi l'accès d'inspecteurs ukrainiens sur la base navale de Sébastopol contrairement aux arrangements prévus en 1997. La flotte de Sébastopol est vétuste. Aucun nouveau bâtiment n'a été mis en service depuis des années. Les Russes sont en train d'aménager le port de Novorossisk pour réinstaller leur flotte d'ici quelques années.

L'île de Crimée a aussi fait l'objet d'âpres négociations avant que la Russie ne reconnaisse son appartenance à l'Ukraine. Alors qu'un accord sur la délimitation des frontières terrestres a été conclu le 28 janvier 2003, la délimitation des frontières maritimes (eaux territoriales dans la mer d'Azov et les détroits de Kertch) n'a pas encore été totalement réglée.

La seconde crise éclate en octobre 2003 autour de l'île ukrainienne de Touzla à cause de la construction par la Fédération russe d'un barrage dans le détroit de Kertch. C'était une manœuvre politique de Moscou pour régler le statut de la mer d'Azov. La question d'Azov était demeurée depuis une dizaine d'années un des principaux éléments de discordance entre les deux pays. Deux épiphénomènes se cachent en fait derrière le statut de cette mer. Un premier, économique, celui de la propriété des quelque 120 gisements de gaz et de pétrole et des 150 à 200 millions de tonnes d'hydrocarbures qu'ils contiendraient (*The Russia Journal*, 20 novembre 2003), et un second, stratégique, celui de l'arrivée des navires de l'OTAN dans cette zone au cas où l'Ukraine entrerait dans l'Alliance atlantique. Celle-ci contrôlerait alors le détroit de Kertch qui sert de voie de désenclavement aux importantes régions de Krasnodar et de Rostov, tandis que ses bâtiments de combat viendraient côtoyer les navires russes dans le port de Sébastopol. A l'issue de la crise, la position russe l'emporte. Le 24 décembre, à Kertch, seul un accord provisoire sur le statut de la mer d'Azov est en effet trouvé, dans lequel celle-ci est décrite comme « eaux intérieures de l'Ukraine et de la Russie ». Les navires militaires et civils des deux pays se voient reconnaître le droit de libre navigation, tandis que ceux des pays tiers doivent obtenir pour franchir Kertch l'accord des autorités russes et ukrainiennes qui se voient également reconnaître le droit de se partager les taxes de passage.

Donc, deux crises étaient résolues à la manière qui ressemble à un mauvais souvenir de la guerre froide (avec les navires militaires russes ancrés dans les ports ukrainiens et un chantage énergétique).

1.3.4 La minorité russophone, la langue russe en Ukraine et leurs rôles

Les dernières élections ont clairement laissé apparaître le clivage entre l'Est et l'Ouest du pays, de part et d'autre du fleuve Dniepr (annexe 2). La minorité russophone (de l'ordre de 17% de la population)¹¹ est concentrée dans l'Est et le Sud du pays, notamment autour du bassin houiller du Donbass (région de Donetsk) et en Crimée. Dans ces régions russophones, la population a majoritairement voté pour le candidat Victor Yanukovitch symbolisant la continuité du pouvoir et qui avait le soutien de la Russie. A Kiev et à l'Ouest du pays, la population a majoritairement soutenu Victor Iouchtchenko, la course politique vers l'OTAN et l'UE. La menace de sécession de certains responsables politiques russophones de l'Est du pays, faite au

¹¹<http://www.ukraine-eu.mfa.gov.ua/eu/ua/372.htm>

cours de la crise électorale, n'a pas été mise à exécution. La plupart des experts excluent une possible partition du pays.

Suite à la dissolution de l'Union soviétique, quelque vingt-cinq millions de Russes (ou russophones) se retrouvèrent "en pays étranger". Les incertitudes pesant sur leur sort créèrent, dans le débat politique à Moscou, une grande charge émotionnelle. Les idées développées sur le rôle approprié de la Russie dans la protection des droits de ces minorités furent étroitement associées aux débats portant sur d'autres questions, telles que le rôle économique, politique, voire militaire de la CEI, et la mission de maintien de la paix de la Russie en ex-Union soviétique.

Selon le rapport pour 1992 du Conseil chargé de la politique extérieure et de défense, la diaspora russe pouvait même fournir à Moscou "des atouts politiques, économiques et sociaux d'une grande portée virtuelle". A l'appui de cette déclaration, le puissant lobby des députés et industriels conservateurs des zones méridionale et orientale de l'Ukraine exhortait Kiev à renforcer ses liens économiques avec la Russie. A cela s'est ajouté un accord russo-ukrainien, conclu à la fin du mois de juin 1993, instituant une zone de libre-échange régional dans le "Bassin du Don".

Dans de nombreux cas, la question des minorités n'est que l'une des nombreuses pommes de discorde qui empoisonnent les relations entre la Russie et ses voisins. S'agissant de l'Ukraine, la crise est jusqu'ici restée contenue, malgré l'existence de troubles sporadiques en Crimée où les Russes constituent 68% de la population. En avril 1993, la Crimée est devenue une "partie autonome de l'Ukraine", dotée de sa propre constitution et ayant le droit de former le cabinet de son propre président.

Il est difficile de prévoir comment Moscou officiellement réagira à la question de Crimée, mais cependant la Douma russe a voté de son côté, en mai 2006, une question au gouvernement quant à la possibilité de rattacher la Crimée à la Fédération de Russie à l'occasion de l'expiration en 2007 du Traité sur la reconnaissance des frontières ukrainiennes dans leur état actuel.

La langue a joué un rôle essentiel dans le développement du sentiment national, dont elle a été un des enjeux et l'objet de sa répression. L'ukrainien, qui appartient au groupe des langues slaves orientales, est la langue officielle, mais n'est pas parlé par tous. Les brassages et la longue russification l'ont fait coexister avec le russe. Celui-ci est la langue de plus d'un tiers des habitants (si on ajoute aux russes les ukrainiens russophones qui sont environ 7 millions), avec un taux de bilinguisme dépassant 60%.

L'ukrainien subissait avant 1991 une érosion face au russe, langue véhiculée par l'URSS, langue de promotion sociale, bénéficiant d'une politique implicite de russification. Il est revenu

en force depuis l'indépendance. Le russe désormais considéré comme une langue minoritaire, ne fait plus partie de l'enseignement obligatoire. Les autorités publiques favorisent la langue ukrainienne et s'abstiennent généralement de parler russe.

L'étude du problème régional en Ukraine a souvent été mêlée aux questions ethniques et linguistiques. Comme dans d'autres pays d'Europe centrale, il existe de fortes minorités dans certaines régions.

Les russes (au sens ethnique du terme) sont traditionnellement considérés comme constituant 17 % de la population ukrainienne totale. Cet angle d'analyse qui présente une dichotomie entre un groupe majoritaire et un groupe minoritaire ne reflète pas avec exactitude le lien existant entre les groupes ethniques et les groupes linguistiques qui constituent le peuple ukrainien.

Tout d'abord, la plupart des ukrainiens (ethniques) parlent le russe avant toute autre langue, et de ce fait la société ukrainienne ne doit pas être vue comme étant bipolarisée entre les russes et les ukrainiens. On retiendra plutôt trois grands groupes : les russes russophones (environ 17%), les Ukrainiens ukrainophones (environ 43 %) et les ukrainiens russophones (environ 35%). Cette asymétrie entre la langue et la nationalité explique le faible sentiment national parmi les ukrainiens russophones, qui se sentent plus ukrainiens au niveau politique, mais davantage russes culturellement parlant¹².

L'ouest du pays comporte une petite minorité russe avec une forte prépondérance d'ukrainiens ukrainophones, le centre (y compris Kiev) présente une large majorité d'Ukrainiens ukrainophones, mais également une population mixte parlant aussi bien le russe que l'ukrainien ; au sud une forte majorité russe (plus de 60 %) en Crimée et là aussi un mélange des langues, et enfin dans l'est on trouve les deux nationalités mais avec une prépondérance pour la langue russe.

En 1989, le dernier recensement soviétique des capitales régionales donne 76,6 % d'ukrainiens ukrainophones à Lvov, 60 % à Kiev, 29,6 à Odessa, 18,3 à Donetsk. Pour les mêmes villes, les ukrainiens russophones s'élèvent à 16,1 % à Lvov, 15,4 à Kiev, 19,3 à Odessa et 21,1 à Donetsk.

Les politiques officielles sur la langue depuis 1991 visant à promouvoir l'ukrainien comme langue nationale ont eu un certain succès sur les populations russes de Lvov et de Kiev, particulièrement dans les établissements scolaires et les administrations, mais ont rencontré des résistances à Odessa et à Donetsk. Le taux élevé de mariages inter-ethniques entre russes et

¹² Annie Daubenton, Les rapports russo-ukrainiens, Politique Etrangère, pp 768, mars 2002

ukrainiens et la présence d'enfants dans ces familles, principalement à l'est et au centre du pays, nous empêche d'établir une équation entre région et nationalité.

L'Ukraine est officiellement engagée dans un processus de construction de son identité nationale, qui repose sur une conception civique de la nation et non sur une base ethnique, et qui définit des intérêts nationaux acceptables par tous dans le but d'unir tous les habitants de cette nation ukrainienne en construction.

Il faut dire aussi que Russes et Ukrainiens ne lisent plus les mêmes livres d'histoire. L'armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) et Stepan Bandera sont présentés comme des patriotes ayant combattu sur deux fronts, contre les totalitarismes « *nazi et stalinien* ».

Officiellement, le parlement ukrainien a reconnu le « génocide du peuple ukrainien » lors de la famine de 1932-1933 qui mené par le régime stalinien à cette époque-là.

Alors, malgré toutes les tentatives officielles de Kiev de construire de son identité nationale, les 11 millions de Russes habitant en Ukraine, et qui représentent environ 17% de la population totale, sont pour Moscou des alliés politiques qui garantissent que la Russie restera étroitement impliquée dans les affaires internes de Kiev.

1.3.5 La question des Eglises

Autres pierres d'achoppement entre les deux pays, celle de l'orthodoxie et celle du statut des gréco-catholiques, les Uniates, même si ces deux questions les divisent autant qu'elles les réunissent au sein d'un même univers, culturel et idéologique. « L'Eglise orthodoxe ukrainienne est en fait divisée en trois branches concurrentes : « l'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou » (métropolite Volodymyr), héritière de l'Eglise orthodoxe russe en Ukraine et seule Eglise à avoir soutenu un candidat pendant les élections présidentielles 2004, en l'occurrence V.Ianukovich ; « L'Eglise orthodoxe autocéphale d'Ukraine », fondée en 1921, surtout implantée dans l'ouest du pays, et « L'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Kiev », née en 1992 et dirigée depuis 1995 par Philarède, excommunié par le synode de l'Eglise russe en février 1997. La guerre incessante à laquelle se livrent ces trois composantes implique de facto le patriarcat de Moscou tout comme les tensions autour de la question des gréco-catholiques, c'est-à-dire des Uniates d'Ukraine, font de l'Ukraine un terrain d'affrontement entre Moscou et le Vatican¹³. Si l'abandon de tout prosélytisme de la part de l'Eglise catholique – le patriarche russe, Alexiy II,

¹³ L'Eglise uniates est née en 1596 dans la partie orientale de l'actuelle Ukraine de l'Union de Brest dans un contexte de lutte entre la Pologne et la Russie moscovite. Cette Eglise conserve le rite oriental, les offices en slavon, et ses autres pratiques et coutumes particulières. En 1839, les uniates rompent avec Rome et se rallient à Moscou. En 1874, puis sous le régime soviétique, ils sont en partie convertis de force à l'orthodoxie.

parle de « compétition malsaine » - dans la zone d'influence historique de l'Eglise orthodoxe c'est la principale condition fixée par le patriarche russe pour un resserrement des liens entre les deux Eglises, la vraie raison repose sur le sort à réserver aux uniates. Ceux-ci – 6 millions de personnes environ aujourd'hui – veulent faire reconnaître par Rome leur Eglise comme un patriarcat, revendication que Moscou considère être une agression. Ce patriarcat serait en effet implanté à Kiev, la ville du baptême de la Russie .

1.3.6 Visite du président de la Russie à Kiev comme indicateur des relations entre deux pays

Décembre 2006, le président russe Vladimir Poutine a fait une courte visite symbolique en Ukraine, puisque c'est la première depuis la grave crise entre les deux pays sur le prix du gaz. Elle devrait marquer un début de la normalisation des relations entre Kiev et Moscou. Les rapports entre les deux capitales s'étaient fortement détériorés au moment de la «révolution orange» et l'arrivée au pouvoir du président Viktor Iouchtchenko le 23 janvier 2005. Vladimir Poutine dispose aujourd'hui d'un allié au pouvoir à Kiev, le Premier ministre Viktor Ianoukovitch en poste depuis le 4 août 2006 et qui, après des mois de crise politique, a réussi à renforcer ses pouvoirs face au président Viktor Iouchtchenko.

La question clé dans les rapports entre les deux pays reste la même: la présence de la flotte russe dans la mer Noire en territoire ukrainien. Avant l'arrivée de Vladimir Poutine, le président ukrainien a tenu à rassurer la Russie : la flotte pourra stationner en Crimée jusqu'en 2017. Néanmoins, le président ukrainien a souligné que *«la constitution ukrainienne ne prévoit pas la présence de bases militaires de puissances étrangères sur le territoire national»*. Le président russe Vladimir Poutine avait annoncé, il y a quelques semaines, que la Russie comptait entamer des négociations avec l'Ukraine sur le prolongement de cet accord.

La question énergétique est, elle aussi, cruciale dans les relations entre Kiev et Moscou. Le président russe a déclaré que son pays serait prêt à fournir davantage de gaz russe à l'Ukraine si un problème survenait dans la fourniture de gaz turkmène. Le président russe a appelé à l'intensification de la coopération de la Russie et de l'Ukraine *«au niveau bilatéral»* et défendu la mise en oeuvre des *«programmes de coopération interrégionale et transfrontalière d'ici à 2010»*. D'autre part, Vladimir Poutine a proposé d'évoquer les processus d'intégration, l'espace économique unique, ayant en vue la création de meilleures conditions de concurrence sur les marchés mondiaux.

De son côté, le président ukrainien a souligné la volonté des deux pays «*d'intensifier substantiellement le dialogue politique*». Parmi les problèmes principaux entre les deux pays, Viktor Iouchtchenko a mis l'accent sur la démarcation et la délimitation des frontières entre les deux pays, la présence de la Flotte russe de la mer Noire sur le territoire de l'Ukraine, ainsi que la coopération dans les secteurs énergétique et aéronautique et dans les domaines humanitaire et social.

Face à l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne, Moscou cherche à constituer un bloc de pays postsoviétiques sous sa domination, et l'Ukraine est au cœur de cette politique. La Russie a investi massivement dans l'infrastructure énergétique, dans l'industrie et les médias.

De manière générale, l'Ukraine prône un dialogue amical avec son grand voisin mais reste très méfiant vis-à-vis de la Russie. Il est nécessaire d'ouvrir plus de canaux de dialogue avec la Russie, à la fois bilatéraux et dans le cadre de l'UE. Le dialogue devrait en priorité être engagé sur les conditions de la démocratie, élément clé de la sécurité. Les différences d'appréciation en matière de démocratie sont un facteur potentiel de conflit.

DEUXIEME PARTIE : L'UKRAINE ET LA RUSSIE VIS-A-VIS DE L'OUEST: PARTENAIRES OU FACTEURS DE RISQUE POUR LA SECURITE EUROPEENNE?

Depuis 2004, l'Union européenne a de nouvelles frontières avec l'Ukraine et la Russie et, après 1 janvier 2007 (l'adhésion de la Roumanie et la Bulgarie), l'UE a aussi une frontière commune dans la Mer Noire. Avec ce processus d'élargissement l'Union européenne poursuit la réalisation des principes sur lesquels elle est fondée : la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes par ailleurs communs aux États membres. Ces valeurs sont à la base de l'action extérieure de l'Union européenne.

2.1 La Politique européenne de voisinage comme l'instrument de l'UE pour promouvoir la stabilité régionale

Dans un avenir prévisible, l'Union européenne et ses États membres ne feront plus face à une menace militaire directe contre leur intégrité territoriale. Les engagements de défense mutuels par lesquels les États membres sont liés, y compris la possibilité de coopération renforcée en matière de défense mutuelle dans le cadre de l'Union européenne, servent d'assurance à long terme contre de futures menaces possibles. La politique de l'Union européenne vis-à-vis de son voisinage ainsi qu'au niveau mondial doit en premier lieu empêcher de telles menaces de se réaliser.

L'instrument principal de l'Union européenne pour promouvoir la stabilité régionale est le développement plus généralisé de sa Politique de Voisinage, qui offre des avantages concrets et des relations préférentielles avec des États voisins dans un grand nombre de domaines.

La Politique de Voisinage tendra à trouver un juste équilibre entre, d'une part, les relations bilatérales, de telle sorte que les avantages et les évaluations des progrès puissent être adaptés aux besoins spécifiques et aux circonstances ; et, d'autre part, des partenariats multilatéraux, pour traiter des questions régionales et promouvoir l'intégration régionale entre partenaires. Grâce à la Politique de Voisinage, les États voisins peuvent se rapprocher de l'Union européenne autant qu'ils le veulent sans en devenir membre.

Les objectifs généraux de cette Politique de Voisinage sont:

- la prévention de conflits dans le voisinage de l'Union européenne et des actes d'agression à l'encontre de l'Union européenne;

- la résolution des litiges et des conflits en cours et la garantie de consolidation à long terme de la paix après un conflit;
- la création de partenariats économiques et politiques étroits basés sur une prospérité, une sécurité et des valeurs communes;
- le contrôle des migrations et de toutes formes de trafic illégal vers l'Union européenne;
- la protection de la sécurité des citoyens de l'Union européenne vivant à l'étranger.

Le principal but des ambitions mondiales de l'Union européenne est de réaliser un système efficace de gouvernance mondiale coopératif, légitimée par des institutions représentatives et l'État de droit. La gouvernance mondiale doit se concentrer sur un ensemble de biens publics essentiels comme:

- la stabilité et la sécurité internationales, pour lesquelles les grandes puissances portent la responsabilité première;
- un système économique mondial ouvert qui répond aux besoins de tous, particulièrement les plus pauvres, afin de permettre à chacun de participer pleinement au processus décisionnel;
- un ordre légal international qui devrait assurer une égalité réelle à tous;
- un bien-être mondial, équivalent mondial des systèmes nationaux de sécurité sociale;
- un engagement partagé de résoudre les conflits régionaux.

La tâche de surmonter les effets négatifs de la mondialisation exige la coopération de tous les États. Les grandes puissances ont la plus grande part de la responsabilité de la stabilisation du monde en général. L'Union européenne pourvoit à la plus grande part de l'aide au développement et elle est un des principaux contributeurs aux opérations de maintien de la paix.

2.2 L'Ukraine – le consommateur de sécurité ou bien le facteur potentiel de stabilité pour la région?

Malgré la signature du Traité d'amitié en 1997 entre la Russie et l'Ukraine, certains estiment que les relations entre les deux étaient et sont "des plus graves sources d'instabilité d'Europe". En même temps, à cause de sa position stratégique entre la Russie et la sphère d'influence de l'Europe occidentale, est-ce que l'Ukraine est le consommateur de sécurité ou bien est-elle le facteur potentiel de stabilité pour la région ?

Depuis 1991, la quête de souveraineté de l'Ukraine ne s'est pas faite de manière linéaire. Depuis la révolution orange, les objectifs sont clairement affichés puisque, selon le président Viktor Iouchtchenko, « *la base de la politique ukrainienne doit être l'intégration européenne* ». Dans le même temps, l'image de l'Ukraine se brouille en raison, non pas tant des objectifs de

Kiev, que du décalage entre le discours tenu à l'extérieur et les réalités intérieures (il n'y a pas d'accord entre le Président et le Gouvernement par rapport de l'adhésion à l'OTAN). Autrement dit, la linéarité de la démarche ukrainienne n'est pas encore garantie¹⁴.

La deuxième chose : - l'Organisation du traité de sécurité collective est considérée par l'Ukraine comme un instrument de domination de la Russie dans l'espace post-soviétique ;

- le GUAM, dont l'Ukraine est un membre actif, a la volonté de glisser des questions énergétiques vers celles de sécurité, avec le soutien actif de Washington ;

- la Russie et les Etats-Unis, qui ont déjà joué un rôle essentiel dans la dénucléarisation de l'Ukraine dans les années 1990, ont encore un poids très important.

- l'Ukraine a envoyé en Irak un contingent qui a atteint jusqu'à 1 600 hommes et qui été retiré à la fin du mois de décembre 2005.

Et la troisième : - les Etats-Unis sont toujours à la recherche de stratégies d'accès, physique et politique, à tous les théâtres du monde. De ce point de vue, l'Ukraine est sans doute moins perçue comme un élément du voisinage de la Russie que comme un intervenant sur le grand théâtre de la mer Noire ;

- la Russie est très opposée à l'approfondissement des relations de Kiev avec l'OTAN et elle va utiliser tous les moyens de pression dont elle dispose pour décourager ou du moins ralentir tout développement dans cette direction et ce peut multiplier les défis pour la sécurité de région.

Cela peut donner à penser que l'Ukraine sera, dans les années à venir, davantage consommateur que producteur de sécurité, en raison de la tension entre un politique étranger tout azimut, ambitieuse, et des ressources politiques, économiques et militaires limitées. Dans ces conditions, le pays sera tenté de rechercher des ressources politiques et économiques, ainsi que des garanties de sécurité auprès de l'ensemble de ses partenaires, Russie incluse.

D'autre part, il est très facile d'expliquer pourquoi l'Ukraine est le facteur potentiel de stabilité pour la région et elle peut jouer un rôle important sur la scène européenne.

Premièrement :- à la fin de l'Union soviétique, l'Ukraine avait le troisième parc nucléaire mondial et les Forces Armées avaient énormément¹⁵ d'armes légères et d'explosifs, mais elle a

¹⁴ M. Thomas Gomart, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), Colloque sur les visions partagées de la France et de l'Ukraine sur l'avenir de la construction européenne, novembre 2005.

¹⁵ Au moment de la dislocation de l'URSS, l'Ukraine comptait plus d'un million de soldats et disposait d'une grande quantité de chars, d'engins blindés, d'artillerie, d'avions et d'armes nucléaires. En janvier 1994, on estimait encore à 1656 le nombre des ogives nucléaires sur le sol ukrainien, transportées par 120 missiles SS-19 (déployés sur deux sites), 46 missiles SS-24 (des bases de silos, un site commun avec les SS-19) et 42 bombardiers nucléaires (22 TU-95, capables de transporter 16 missiles de croisière à lanceur aérien AS-15 [ALCM], et 20 TU-160, pouvant transporter chacun douze ALCM AS-15), *The Military Balance 1993-1994*, Brassey's pour l'International Institute for Strategic Studies, Londres, 1993, pp. 90-91.

renoncé à ses capacités nucléaires et travaille jusqu'à maintenant pour réduire cette Forces et détruire les stocks des armements ; elle est donc devenue un élément clé de la politique européenne de non-prolifération ;

- il n'y a aucun conflit ethnique en Ukraine, à la différence de ce qui se passe chez ses voisins, en protégeant les minorités ethniques qui représentent 22% de sa population, l'Ukraine garantit sa propre sécurité ;

- les Ukrainiens ont participé à l'élaboration de la politique européenne de sécurité et de défense ainsi qu'à la résolution du conflit en Transnistrie, et aidé au déploiement d'observateurs européens à la frontière entre l'Ukraine et la Moldavie. Il faut, en outre, rappeler que la région de la mer Noire est considérée comme une priorité stratégique de l'OTAN ;

- l'Ukraine a les capacités de déployer des forces de maintien de la paix au cas où on trouverait une solution politique à ces conflits. Mais il est évident qu'en dehors de la Transnistrie (ou vivent aujourd'hui près de 350 000 Ukrainiens), elle n'a pas une tradition de présence politique forte dans la région et qu'elle n'apparaît pas comme un partenaire légitime aux yeux des populations locales et des parties en présence.

Deuxièmement : il est très important d'examiner la position de l'Ukraine vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE qui sont les garants de stabilité en l'Europe:

- l'Ukraine a adhéré au Programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN en 1994, puis lors du sommet de Madrid juillet 1997, les chefs d'Etat et de gouvernement ont signé avec elle une Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine ;

- à fin d'une relation plus étroite, un Plan d'action OTAN-Ukraine a été adopté à Prague, en novembre 2002 ;

- l'Ukraine participe aussi à des opérations multinationales de maintien de la paix et coopère militairement avec des pays voisins, notamment la Pologne. En 1997, le bataillon ukraino-polonais a été créé en vue de participer à des interventions de maintien de la paix. En 2000, ce bataillon a été déployé pour la première fois dans le cadre de la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR), ainsi, certains Etats membres de l'OTAN utilisent ses appareils de transport et coopèrent avec elle dans d'autres domaines de la technologie militaire ;

- l'Ukraine participe aux opérations de police de l'UE en Bosnie-Herzégovine (MPUE) et en ARYM (EUPOL Proxima) ;

- l'Ukraine fait partie de l'Accord régional sur la création du Groupe de coopération navale de la mer Noire qui a été signé en 2001 à Istanbul (avec la Bulgarie, la Géorgie, la Roumanie, la Russie, la Turquie). Il s'agit de la coopération « Blackseafor ». Les objectifs

consistent à renforcer les liens d'amitié et de confiance mutuelle entre les Etats riverains de la mer Noire par des exercices conjoints, des opérations de recherche et de sauvetage en mer, des opérations d'assistance humanitaire, des mesures de déminage et de protection environnementale ;

- l'Ukraine a fait part de son désir d'intégrer l'Union européenne et l'Alliance atlantique et le Président Iouchtchenko a déclaré vouloir l'intégration de l'Ukraine dans l'Alliance atlantique et demandé que l'Ukraine participe au Plan d'action pour l'adhésion (MAP) de l'OTAN. Mais, certains pays de l'Alliance regardent l'Ukraine à travers le prisme « de relations avec la Russie » et ils ne sont pas encore prêts à inviter l'Ukraine à adhérer à l'OTAN ;

- le premier Accord de partenariat et de coopération entre l'Ukraine, les Communautés européennes et les pays membres a été conclu en 1994, alors que nombre d'organisations de sécurité paneuropéennes n'étaient pas créées.

Troisièmement : - il est très difficile d'envisager qu'elle joue un rôle constructif dans la sécurité de la région sans que soient normalisées ses relations avec la Russie, qui traversent une crise assez grave. Il faut prendre en compte les questions épineuses des rapports entre l'Ukraine et la Russie, qui ont été déjà évoquées dans la première partie et qui sont évidemment très importantes pour les questions de sécurité. Mais, la visite du président de la Russie fin 2006 a marqué un début de la normalisation des relations entre Kiev et Moscou.

Donc, l'Ukraine n'est pas « consommateur » de sécurité¹⁶, c'est le facteur potentiel de stabilité pour la région. Mais pour l'instant, à cause de la situation politique interne, la réforme militaire et le « facteur russe », il est encore trop tôt pour parler de l'Ukraine comme « d'une puissance militaire responsable qui lui permettrait de s'imposer dans la vie internationale et d'y parvenir en dehors de l'orbite de la Russie »¹⁷.

2.3 La Russie et la sécurité européenne

La Russie est un partenaire stratégique pour l'Union européenne, tant sur le continent qu'au niveau mondial. La Russie en tant que puissance européenne doit faire partie intégrante d'un espace plus large de coopération en Europe. Une Russie stable, démocratique et prospère est essentielle pour une paix durable sur le continent européen. Avec ce partenariat stratégique,

¹⁶ M. Hennadiy Oudovenko, Ancien ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, député, Président de la commission des droits de l'homme et des minorités, Colloque sur les visions partagées de la France et de l'Ukraine sur l'avenir de la construction européenne, novembre 2005.

¹⁷ Isabelle Facon "Les outils militaires dans l'intégration de l'Ukraine à la vie internationale", revue d'études comparatives Est-Ouest, 2006, vol. 37, n°4.

l'Union européenne soutient la consolidation d'une Russie stable et démocratique, basée sur l'État de droit. L'Union européenne aspire à travailler en étroite collaboration avec la Russie, tant pour promouvoir la sécurité mondiale que pour aborder les défis communs liés à la sécurité sur le continent européen, comme la non-prolifération des armes de destruction massive, grâce à un dialogue politique étroit sur la sécurité et une coopération concrète. Le Conseil Permanent de Partenariat fournit une base institutionnelle solide pour les relations UE-Russie, auxquelles on donnera plus de substance par l'adoption d'une stratégie commune révisée qui définit des objectifs prioritaires et détaille les instruments et les moyens. La résolution du conflit sur l'indépendance autoproclamée de la région Transnistrie de Moldavie est une question prioritaire pour le partenariat UE-Russie.

Au contraire, la Russie perçoit sa relation avec l'UE comme trop « confuse » et trop « compliquée ». Un fort sentiment de frustration en découle. Tandis qu'aucune perspective d'adhésion à l'UE n'est envisagée, la Russie estime que les exigences posées par l'UE pour renforcer son partenariat avec la Russie sont hors de proportion avec les bénéfices que la Russie pourra en retirer.

La Russie a refusé le concept du « voisinage commun » que l'UE avait proposé pour tenter de résoudre ensemble les problèmes politiques qui existent dans des pays tels que la Moldavie ou la Géorgie. La Russie souhaitait plutôt agir par le biais des instruments et canaux bilatéraux dont chacune des parties dispose à l'égard des pays concernés.

En matière de politique de sécurité, la Russie et l'UE ont quelques intérêts stratégiques communs mais également de nombreux intérêts stratégiques divergents. L'UE et la Russie doivent notamment faire face à deux menaces communes : la prolifération d'armes de destruction massive et le terrorisme. Mais les intérêts des deux partenaires divergent sur plusieurs autres questions de sécurité au sens large.

De plus, aujourd'hui il est impossible de parler de la sécurité européenne sans évoquer le discours du président de la Fédération de Russie prononcé 10 février 2007 à la Conférence Munich sur la politique de sécurité. Dans son intervention, Vladimir Poutine a résumé les promesses que l'Occident avait données à Moscou au début des années 1990 sans les respecter pour autant. Le président russe a aussi démontré l'illégalité du rapprochement des troupes de l'OTAN des frontières de la Russie, le déploiement en Europe d'éléments du système de défense antimissiles qui n'avait rien à voir avec la lutte contre le terrorisme et signalé la perversité d'un monde unipolaire avec "Washington pour centre de direction", qui imposerait ses lois intérieures

et sa propre vision du monde à l'ensemble de la communauté internationale, ce qui provoque souvent un mécontentement tout à fait naturel.

En ce qui concerne l'OSCE, la Russie a récemment adopté une position très critique par rapport à l'organisation qui, selon ce pays, mettrait trop l'accent sur les réformes démocratiques et les problèmes humanitaires et pas assez sur les questions de sécurité. L'organisation se concentrerait aussi trop sélectivement sur la région des Balkans et sur les pays de l'ex-URSS et appliquerait « deux poids, deux mesures » en fonction des cas traités.

Par son président, la Russie a déclaré sa désaccorde avec la procédure décisionnel concernant l'usage de la force « *L'usage de la force n'est légitime que sur la base d'un mandat des Nations unies. Il ne faut pas substituer l'OTAN et l'Union européenne à l'Organisation des Nations unies* ». La Russie va pratiquer à l'avenir sa propre politique intérieure et extérieure indépendante et pour ce qui est du rapprochement illégal de ses frontières, la Russie y répondra de manière asymétrique, mais tout à fait adéquate.

Dans le conflit en Transnistrie, l'UE et la Russie n'avaient pas non plus jusqu'à présent les mêmes intérêts, la Russie préférant maintenir sa présence militaire « *on y trouve pour le moment une formation de 1 500 militaires chargés de maintenir la paix et de protéger les entrepôts de munitions qui y subsistent depuis l'époque soviétique* »¹⁸ et l'UE se prononçant pour l'intégrité territoriale de la Moldavie. De manière plus générale, en matière de sécurité énergétique, les pays de l'UE (consommateurs de matières premières énergétiques) ont intérêt à acheter le pétrole et le gaz au prix le plus bas possible, tandis que la Russie (gros pays producteur) a tout intérêt à exporter son pétrole et son gaz au prix le plus élevé possible. Dans le domaine social, la Russie perçoit également le drainage de ses jeunes cerveaux vers l'Europe occidentale et les Etats-Unis comme une menace à sa sécurité.

Par ailleurs, en matière de PESD, la Russie estime que le processus décisionnel de l'UE est trop hermétique aux partenaires extérieurs. Ces derniers sont conviés à se joindre à une opération une fois seulement que la décision a été prise entre les membres de l'UE. Les Russes critiquent le fait de n'avoir aucune influence en amont des décisions au sein de l'UE.

En matière de maintien de la paix et de la gestion de crise, la Russie été associée aux opérations de l'OTAN menées de 1996 à 2003 dans les Balkans (c'était le plus gros contingent parmi les pays non-membres de l'OTAN), puis elle a retiré toutes ses troupes des Balkans. La Russie a apporté son soutien à la mission de l'OTAN en Afghanistan. Elle a également mis en

¹⁸ Discours du président de la Russie, Vladimir Poutine, prononcé 10 février 2007 à la Conférence Munich sur la politique de sécurité.

place, en février 2005, des forces de maintien de la paix constituées de bataillons légèrement équipés, rapidement déployables, capables de participer aux opérations avec des partenaires anglophones dans le but d'assurer l'interopérabilité avec les troupes et les structures de commandement de l'OTAN¹⁹. Des coopérations spécifiques se sont néanmoins nouées en matière opérationnelle. La Russie coopère par exemple avec le Centre satellitaire de l'UE situé à Torrejón en Espagne. Des coopérations en matière d'armement pourraient également se développer si une volonté politique se manifestait pour ce faire, notamment en matière aéronautique, spatiale et même dans le domaine plus controversé de la défense antimissile.

Les relations la Russie - l'OTAN permettent mettre en œuvre une coopération efficace avec les pays de l'Alliance dans des domaines spécifiques, tels que les activités antiterroristes ou les exercices militaires, mais selon des politiques russes, la coopération en matière de non-prolifération ou de lutte antiterroriste reste cependant trop déclaratoire.

L'Accord de coopération et de partenariat, conclu entre l'UE et la Russie pour une durée de dix ans, expire en 2007. Les dirigeants russes ont depuis longtemps affirmé leur intérêt pour une coopération avec l'Europe sur les questions internationales. Cette perspective pourrait, dans le cadre d'un nouvel Accord de Partenariat et de Coopération, contribuer au renouvellement des relations entre la Russie et l'Union européenne.

2.4 Les enjeux de sécurité pour l'UE

À l'intérieur des frontières de l'Union européenne, les États membres sont maintenant définitivement en paix les uns avec les autres et ne se présentent plus comme des menaces mutuelles. Par le développement du tissu existant d'interdépendances politique, économique, sociale et militaire entre les membres actuels et, par l'élargissement, des futurs États membres, l'Union européenne se développera dans un espace de liberté, de sécurité et de justice.

Dans le domaine de la sécurité interne, les problèmes évoqués dans les pays concernés sont ceux du contrôle des frontières et de l'immigration illégale. Ces problèmes ne suscitent pas d'inquiétude démesurée, mais le souhait est souvent exprimé d'une meilleure maîtrise des frontières et d'un déploiement accru de moyens en vue de parvenir à cet objectif.

Dans le domaine de la sécurité externe, des contentieux réels ou potentiels subsistent dans la région. Chacun y affirme l'absence actuelle de danger d'affrontement militaire, sans parvenir néanmoins à écarter définitivement l'éventualité d'un tel affrontement de son champ de réflexion.

¹⁹ P.Williams, "NATO-Russia Military Cooperation: From Dialogue to Interoperability", RUSI Journal, October 2005, p. 45.

La situation dans le voisinage à l'Est de l'UE affecte directement la sécurité des pays de l'UE. Les menaces orientales sont multiples. Il s'agit à la fois de tensions politiques, de crises économiques, du crime transfrontalier, du commerce de la drogue, de l'immigration illégale mais aussi de risques liés à l'environnement et aux matériels nucléaires. La plupart de ces menaces résultent de problèmes d'instabilité politique, de mauvaise gouvernance, de pauvreté et d'écart dans les niveaux de vie existant aux frontières orientales de l'UE. Mais, ce qui nous intéresse, comme nous l'avons déjà évoqué, est-ce que l'Union européenne est menacée par les relations entre l'Ukraine et la Russie ? Quel impact peut venir de ceux-ci pour la sécurité européenne ?

Alors, quelles sont les enjeux de sécurité pour l'UE ?

Les enjeux de sécurité énergétique sont fondamentaux à la fois pour la Russie (pays exportateur), pour les pays de transit tels que l'Ukraine et pour les pays consommateurs de l'UE. L'Union européenne importe aujourd'hui 40 % de son gaz de Russie, alors que 80 % du gaz russe consommé par l'UE transite par l'Ukraine. L'oléoduc RISPA traversant l'Ukraine fournira à l'Europe des quantités importantes de pétrole et des plans importants prévoient le transit de pétrole destiné à l'Europe par le port ukrainien d'Odessa. Environ le tiers des besoins de l'Allemagne en pétrole et en gaz sont assurés par la Russie. En 2030, l'Union européenne pourrait dépendre de la Russie pour 81 % de ses importations de gaz²⁰. Dans la Stratégie européenne de sécurité en date de décembre 2003, il est d'ailleurs dit que « la dépendance énergétique constitue pour l'Europe une source de préoccupation particulière. L'Europe est le principal importateur mondial de pétrole et de gaz. Ses importations représentent aujourd'hui environ 50% de la consommation d'énergie ; ce chiffre passera à 70% en 2030 ».

L'Ukraine et l'UE ont signé en décembre 2005 un protocole d'accord sur l'énergie qui aborde notamment la question de l'intégration des marchés du gaz et de l'électricité ainsi que celle de l'efficacité énergétique. Grâce à ses centrales nucléaires qui fournissent près de la moitié du total d'électricité, l'Ukraine occupe la troisième place en Europe pour la production d'énergie nucléaire. Kiev estime qu'elle sera prête dès 2008 à intégrer son réseau au réseau européen et d'exporter vers l'UE à terme 17 milliards de kWh par an.

Eviter l'émergence de nouvelles lignes de partage entre les Etats membres et les voisins orientaux constitue l'un des **enjeux prioritaires de la politique de voisinage**. La question est donc de trouver un équilibre entre politique étrangère et processus d'élargissement, entre sécurité interne et sécurité extérieure, entre des frontières contrôlées et leur perméabilité.

²⁰ Rapport « La coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est », juin 2005, sur <http://www.assembly-weu.org/fr/documents/>

Dans le contexte d'un voisinage direct à la suite de l'élargissement, et d'asymétries politiques, socio-économiques et socioculturelles immenses. Cette relation asymétrique va confronter l'Union à des problèmes potentiellement importants, comme la différence éclatante des niveaux de croissance, la criminalité transfrontalière, des migrations et des désastres écologiques. En outre, la frontière entre l'Ukraine et la Russie n'est pas encore définitivement fixée à cause de l'opposition russe. Ceci perturbe non seulement le trafic de marchandises mais explique aussi l'absence de mécanismes de contrôles frontaliers performants permettant d'empêcher la criminalité transfrontalière ainsi que la contrebande d'esclaves, de matières premières et de produits finaux. Selon les estimations du Conseil de l'Europe, l'Europe orientale serait devenue un centre de contrebande de stupéfiants²¹. Donc, il est nécessaire pour l'Union d'établir une relation de coopération administrative : il s'agit d'une part de ne pas mettre en péril la stabilité et la viabilité de l'Union, et d'autre part d'éviter de créer une ligne de clivage socio-économique²².

Enjeux sécuritaires, la frontière orientale de l'Union européenne n'est pas seulement une frontière économique. C'est aussi une limite au-delà de laquelle la démocratie, l'Etat de droit, les institutions stables ne s'enracinent que difficilement dans des Etats fragiles et au sein de nations naissantes.

Engagé dans un processus de construction nationale et étatique, l'Ukraine doit prendre en compte la présence 22% d'autre nationalité, parmi lesquels 17% de Russes, concentrés dans les régions industrialisées de l'est du pays et en Crimée. Donc cela donne naissance à des préoccupations d'ordre sécuritaire, comme le problème des minorités, la question des visas et des procédures douanières, la coopération régionale et transfrontalière et la sécurité paneuropéenne.

De plus, les aspects d'héritage historique, religieux, linguistiques, économiques, sociaux, ce qui était évoqué dans la première partie, sont vraiment vulnérables pour l'Ukraine et Moscou, grâce au « facteur russe », à la possibilité d'influence à ces éléments infiniment vitaux pour la stabilité de région et, en théorie, peut mettre sur le tapis un danger pour l'intégrité territoriale du pays. Mais c'est seulement en théorie, parce qu'en 1994, seuls 5% des résidents de Donetsk étaient partisans d'une division de l'Ukraine en Etats séparés²³. La même année, lorsque le gouvernement de Crimée s'est prononcé en faveur de la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la province, les députés de toutes les autres régions, y compris ceux du

²¹ Claudia MAJOR « UE - Ukraine, des intérêts mutuels pour une coopération étroite », revue « Regarde sur l'Est », 2000

²² Conseil De L'union Europeenne, "Stratégie Commune du Conseil Européen du 11 décembre 1999 à l'égard de l'Ukraine" (1999/877/PESC), Journal officiel des Communautés européennes, (L 331), 23 décembre 1999 : p. 4, 5.

²³ Dominique Arel "La face cachée de la Révolution orange : le problème régional", revue d'études comparatives Est-Ouest, 2006, vol. 37, n°4, p 41.

Donetsk, s'y sont opposés en bloc. En novembre 2004, « Parti des régions » (parti perdant aux élections présidentielles) a parlé de « l'autonomie » aux régions russophones, mais cette initiative était présentée comme un complot contre les intérêts de la population. Il est vrai que la majorité de la population de l'Ukraine de Sud-Est est favorable à une Ukraine indépendante dont l'orientation générale serait pro-russe.

Jusqu'à présent, la Russie a certes été considérée par l'OTAN, l'UE et ses Etats membres comme un partenaire important dont les intérêts, ne serait-ce qu'en raison de son poids en tant que grande puissance, doivent être pris en considération. D'autre part, la Russie continue d'être perçue comme un risque résiduel pour la sécurité de l'Europe, ce qui est tout à fait compréhensible compte tenu des difficultés qu'elle rencontre pour mener à bien son vaste processus interne et compliqué de réformes et pour résoudre des conflits comme celui de la Tchétchénie en appliquant les principes de l'OSCE et du Conseil de l'Europe.

Avec ses tentations d'intégration aux structures de l'OTAN, l'Ukraine veut également persuader la Russie de ce que son adhésion à l'OTAN ne constituerait en aucune façon une menace pour elle. Elle soutient au contraire que son adhésion à l'OTAN serait la meilleure garantie pour la Russie de cette absence de menace. Cependant (en référence au discours prononcé le 10 février 2007 à la Conférence Munich par Vladimir Poutine), des experts ukrainiens mais aussi russes n'excluent pas que la Russie entreprenne des démarches assez fermes pour freiner l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et même à l'UE le moment venu. On pourrait s'attendre par exemple à des mesures de représailles politiques et économiques (notamment énergétiques).

Comme mauvais héritage de la « guerre froide », il existe 184 bases de stockage de matériel de guerre sur tout le territoire ukrainien et ça fait encore une préoccupation pour l'Europe dans le domaine de sécurité. Les autorités ukrainiennes soulignent elles-mêmes la grande vétusté du matériel militaire. Plus de deux millions de tonnes de munitions obsolètes doivent encore être recyclés. Cet arsenal pléthorique représente une menace (au moins 133 000 tonnes de munitions et 1,5 million d'armes légères). En février 2005, l'OTAN a octroyé une aide de 25 millions d'euros à l'Ukraine dans le cadre d'un fonds spécial du Partenariat pour la paix pendant 12 ans²⁴.

En vue des **enjeux géostratégiques**, l'indépendance de l'Ukraine a profondément transformé la géopolitique du continent européen, mais à cause de la situation politique,

²⁴ Rapport « La coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est », juin 2005, sur <http://www.assembly-weu.org/fr/documents/>

économique, sociale menée par le Kremlin, la réintégration de l'Ukraine dans un système de sécurité russe ou dominé par la Russie est probable. Ce processus aurait ainsi une influence sur la sécurité européenne, rapprochant l'influence russe des frontières de l'Europe occidentale. Sans l'Ukraine, affirme Brzezinski, la Russie cesse d'être un empire euro-asiatique. Mais si la Russie reprenait de l'influence sur l'Ukraine, ne serait-ce qu'au moyen d'une union comme elle le fait déjà avec la Biélorussie ou dans le cadre de la C.E.I., elle regagnerait également le potentiel nécessaire pour redevenir un empire puissant.

En outre, l'indépendance de l'Ukraine, qui a mis fin à l'empire russe, a offert à la Russie en tant que nation la possibilité de devenir un Etat démocratique et un partenaire de l'Europe. La reconnaissance de l'indépendance ukrainienne comme fait politique et juridique indiscutable figure comme un des indicateurs montrant le progrès de l'assimilation des valeurs démocratiques ainsi que l'abandon des tendances impériales en Russie. Les conditions et les principes de la démocratie sont l'élément clé de la sécurité.

CONCLUSIONS

Les principaux risques pour la sécurité résident dans le potentiel de déstabilisation interne des voisins orientaux de l'UE ; l'approvisionnement énergétique (l'enjeu énergétique constitue l'un des pivots de la politique de voisinage) qui est la grande préoccupation pour l'Europe donne à la Russie (pays exportateur) et à l'Ukraine (pays de transit) des rôles cruciaux.

Avec sa Politique de Voisinage l'UE devra éviter le clivage entre l'Union et ses proches voisins, parce que si l'écart économique continue à se creuser, les instabilités sous forme notamment d'activités criminelles et de migration illégale vers les Etats membres risquent de se renforcer.

Malgré le fait que l'Ukraine, depuis son indépendance, a pris ses distances avec la Russie, elle garde certes des liens étroits avec son grand voisin du Nord, dont elle est dépendante dans la domaine économique, mais la relation entre les deux pays est complexe et difficile.

Sans doute, que la Russie est un acteur clé pour la sécurité dans la région et l'Ukraine, à cause de sa situation interne, est seulement un facteur de stabilité régional. Donc, les relations entre les deux pays peuvent s'imaginer comme des relations du fort au faible. C'est la raison pour laquelle nous pouvons expliquer la dépendance ukrainienne vis-à-vis de l'approvisionnement énergétique russe. Alors, d'une part, les relations dans cette configuration n'est peuvent pas être stables, parce que le plus fort, en théorie, est toujours capable de trouver les moyens et les outils pour déséquilibrer le plus faible. Ça signifie, que l'Ukraine se trouve dans le zone d'intérêts « vitaux » de la Russie et probablement, afin d'assurer sa propre sécurité et atteindre ses buts géopolitiques, le Kremlin peut déstabiliser la situation politique et économique en Ukraine, donc il y aurait des conséquences négatives pour la sécurité européenne. Mais, cependant, il n'y a pas de raison pour déstabiliser la région avec les moyens militaires ; l'influence russe passera par le renforcement de sa présence économique au sein de l'Etat ukrainienne, qui est actuellement politiquement fragile.

D'autre part, la Russie, l'Ukraine, comme l'Union Européenne, sont intéressées par la stabilité de la région pour mettre en œuvre les réformes économiques, sociales, politiques et militaires et sont prêtes à utiliser tous les moyens disponibles afin d'assurer sa propre sécurité et la sécurité européenne.

Pour jouer un rôle efficace en matière de sécurité, l'UE va définir des perspectives claires pour l'Ukraine. De plus, une relation étroite avec l'ouest donnerait peut-être aux décideurs ukrainiens la confiance nécessaire pour prendre des décisions difficiles, sur des questions

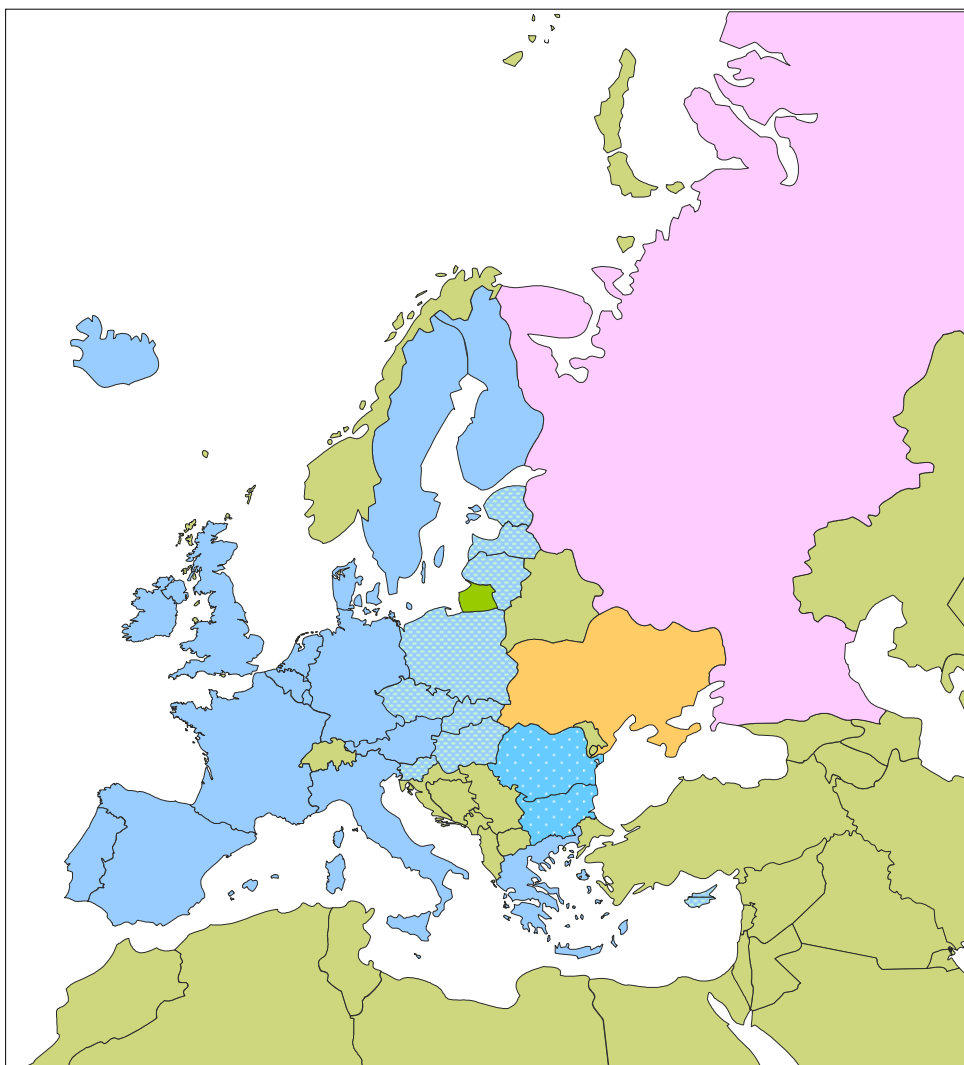
épineuses, parmi lesquels la problématique de la flotte de la mer noire et les intérêts de la minorité russe installée dans le pays qui constitue pour Moscou un allié politique en puissance.

Finalement, il y a encore des questions qu'il faut poser : est-ce que les principaux dangers pour la sécurité européenne se trouvent dans les relations Ukraine-Russie ? Pour trouver la réponse à cette première question il est nécessaire de rappeler les mots du grand théoricien John Mackinder : « *celui qui contrôle l'Europe de l'Est commande le « cœur de la terre » [heartland]; celui qui contrôle le « cœur de la terre » commande « l'île du monde » (World Island)» ; celui qui contrôle « l'île du monde » commande le monde ».* Donc, l'Europe de l'Est constitue l'une des plus importantes zones stratégiques du monde et l'Ukraine fait partie de cette zone.

Aussi, il faut évoquer l'autre grand concept clé de la géopolitique anglo-saxonne, selon le politologue américain Nicholas Spykman, dont la théorie fut mise au point par Washington pendant la Guerre froide: « *celui qui domine le Rimland domine l'Eurasie ; celui qui domine l'Eurasie tient le destin du Monde entre ses mains ».* Mais à travers l'Ukraine on peut trouver l'accès supplémentaire à la Mer Noire. Donc, la sécurité européenne est, peut-être plus menacée par les relations entre « anciens rivaux » et l'Ukraine fait alors partie de ces relations ?

ANNEXE 1

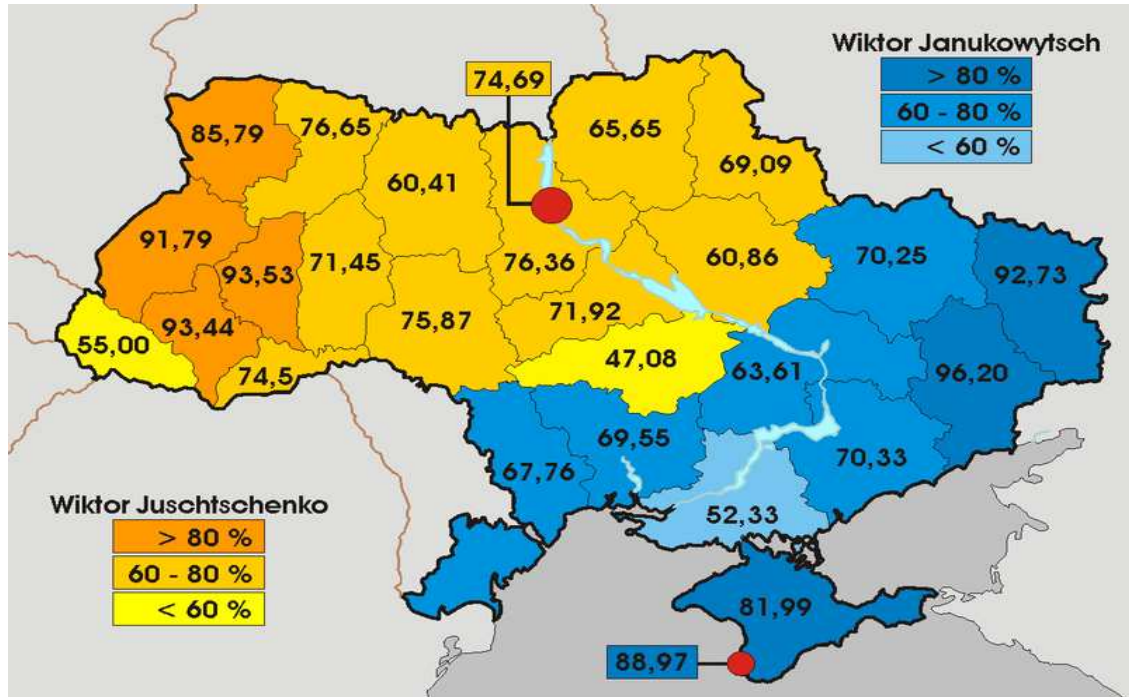
CARTE POLITIQUE DE L'EUROPE



- Pays membres de l'Union européenne
- Les dix pays membres de l'UE depuis le 1^{er} mai 2004
- Les deux pays membres de l'UE depuis le 1^{er} janvier 2007
- L'Ukraine
- La Russie

ANNEXE 2
CARTE DE L'UKRAINE

Résultats des élections présidentielles en décembre 2004

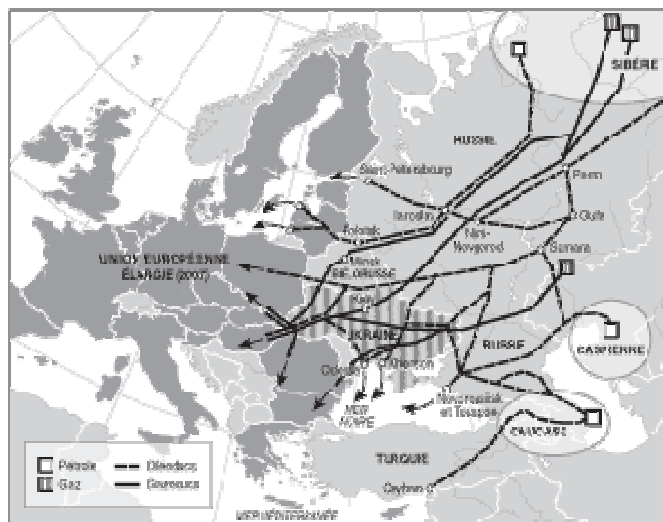


ANNEXE 3 CARTE DE L'UKRAINE

Les gazoduc et les oléoducs traversant l'Ukraine



PHILIPPE REYNDERS



ANNEXE 4

Les principales coopérations technologiques russo-ukrainiennes

Domaine/projets	Date	Sociétés impliquées
Lancement de fusées Zenith	A partir de 1997	Projet Sea Launch en coopération avec Energiya RKK (Russie, 25%), Yuzhnoe/Yangel (Ukraine, 15%), Boeing (Etats-Unis, 40%), Kvaerner (Norvège, 20%)
Modernisation et transformation des ICBM SS-18 Satana Construction, promotion et commercialisation de l'avion-cargo An-70	Décennie 1990 Décennie 1990	<i>Joint-venture</i> russo-ukrainienne : Cosmotras <i>Joint-venture</i> russo-ukrainienne : Medium Transport Aircraft (Antonov), usine Aviant (Kiev), Progress NPO/Motor Sich (Zaporojie), Aviapribor (Moscou), Poliot, association de production (Omsk), UMPO (Oufa)
Modernisation des lanceurs spatiaux Proton-M	Décennie 1990	Usine ukrainienne Kommunar (Kharkov) et centre de recherches Khrounitchiev (Moscou)
Construction de l'avion de ligne Tu-334	Décennie 1990	Usine ukrainienne Aviant et russe de Taganrog (Taganrog OAO)
Système érecteur des radars et rails de lancement des missiles antiariens S-300 (SA-10)	Décennie 1990	Usine ukrainienne Novokramatorsk et holding russe Almaz-Antey
Production et vente de l'An-140	2002	<i>Joint-venture</i> russo-ukrainienne : (pour l'Ukraine) Antonov, usine aéronautique de Kharkov, usine Ivchenko-Progress /Motor Sich (Zaporojie), usine aéronautique Aviakor (Samara)
Conception de turbines d'hélicoptères : VK 2500V pour type Mi-8 et AI-450 pour Ka-226, pour l'hélicoptère de combat (Ka-50-2)	2002	KB Klimov (Saint-Pétersbourg), Progress /Motor Sich (Zaporojie)
Développement du moteur de l'avion de transport régional An-148 concurrent du RRJ de Soukhoi	2003	Antonov, Progress /Motor Sich (Zaporojie), MMPP Saliout (Moscou) et UMPO (Oufa)
Modernisation de 1000 An-2 Colt (version An-3)	2004	Aviant et Antonov
Développement de l'avion d'entraînement Yak-130	Décennie 1990	Progress /Motor Sich (Zaporojie), Yakovlev

BIBLIOGRAPHIE

- AREL Dominique, *La face cachée de la Révolution orange : l'Ukraine et le déni de son problème régional*, revue d'études comparatives Est-Ouest, 2006, vol. 37, n°4.
- BIANCO Jean-Louis, *Rapport d'information sur les relations entre l'Union Européenne et la Russie*, Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 14 décembre 2004.
- BRZEZINZKI Z., « *Le grand échiquier* » - *l'Amérique et le reste du monde*, Bayard Editions, 1997.
- BOIDIN Anne-Céline, *Russie : l'énergie du retour*, Armées d'aujourd'hui, août 2006.
- CHAUPRADE A., *Géopolitique*, Editions Ellipses, Paris, 2006.
- CHAUVIER JEAN-MARIE, *Les multiples pièces de l'échiquier ukrainien*, Le monde diplomatique, janvier 2005.
- COUTAU-BEGARIE H., *Traité de Stratégie*, Editions Economica, Paris, 2006.
- DAUBENTON Annie, *Les rapports russo-ukrainiens*, Politique Etrangère, pp 768, mars 2002
- FACON Isabelle, *Les outils militaires dans l'intégration de l'Ukraine à la vie internationale*, revue d'études comparatives Est-Ouest, 2006, vol. 37, n°4.
- FINON Dominique et LOCATELLI Catherine, *L'interdépendance gazière de la Russie et de l'Union européenne. Quel équilibre entre le marché et la géopolitique ?*, Cahier de recherche LEPII-EPE, n°41.
- GLOAGUEN Cyrille, *L'Ukraine entre Est et Ouest*, Hérodote, 2006.
- LEPESANT Gilles, *L'Ukraine et ses défis européens*, CNRS Editions, Paris, 2005.
- LEGUY Caroline, *L'Ukraine: entre Russie et Occident*, Dossier documentaire de géopolitique, ISIT, Paris, janvier 2006, sur www.diploweb.com
- MIERES Francisco, *Politique énergétique russe 2003*, publie sur www.soberania.com
- MAJOR Claudia, *UE - Ukraine, des intérêts mutuels pour une coopération étroite*, revue « Regarde sur l'Est », 2000.
- MONAGHAN Andrew, *La Russie, l'OTAN et L'UE : un triangle pour la sécurité européenne ou une nouvelle «Entente* », Rusie. Nei. Visions n°10a, mai 2006.
- PASCAL Renardet, *Unit géopolitique mondiale de l'énergie et un plan stratégique pour la France*, Ellipses 2004.
- POUTINE Vladimir, *Discours à la Conférence Munich sur la politique de sécurité*, prononcé 10 février 2007.
- ROYER Ludovic, *La Russie et la construction européenne*, Hérodote, n°118, 2005.
- SHEER James, *L'Ukraine et sa sécurité*, Espaces Milieux, CNRS Editions, Paris, 2005.
- TINGUY Anne, *Le triangle Kiev-Bruxelles-Moscou : l'impact de la « révolution orange » et de la présidence Iouchtchenko*, revue d'études comparatives Est-Ouest, 2006, vol. 37, n°4.
- VAN HAM P., *l'Ukraine, la Russie et la sécurité européenne : incidences sur la politique occidentale*, Cahiers de Chaillot, 1994.
- WILLIAMS, *NATO-Russia Military Cooperation: From Dialogue to Interoperability*, RUSI Journal, October 2005.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
I. L'UKRAINE ET LA RUSSIE : UNE RELATION DIFFICILE	2
1.1 L'Ukraine : sa position géostratégique et sa situation politique	2
1.2 La puissance énergétique de la Russie comme « une arme d'influence »	4
1.3 Relations Ukraine-Russie et les questions épineuses	5
1.3.1 Deux visions sur les CEI et GUAM	5
1.3.2 L'interdépendance économique russo-ukrainienne	7
1.3.3 Différends frontaliers entre l'Ukraine et la Russie	9
1.3.4 La minorité russophone, la langue russe en Ukraine et leurs rôles	10
1.3.5 La question des Eglises	13
1.3.6 Visite du président de la Russie à Kiev comme indicateur des relations entre deux pays	14
II. L'UKRAINE ET LA RUSSIE VIS-A-VIS DE L'OUEST : PARTENAIRES OU FACTEURS DE RISQUE POUR LA SECURITE EUROPEENNE?	16
2.1 La Politique européenne de voisinage comme l'instrument de l'UE pour promouvoir la stabilité régionale	16
2.2 L'Ukraine – le consommateur de sécurité ou bien le facteur potentiel de stabilité pour la région?	17
2.3 La Russie et la sécurité européenne	20
2.4 Les enjeux de sécurité pour l'UE	23
CONCLUSION	28
ANNEXE 1 Carte politique de l'Europe	30
ANNEXE 2 Carte des résultats des dernières élections présidentielles en Ukraine	31
ANNEXE 3 Carte de l'Ukraine – gazoducs et oléoducs traversant l'Ukraine	32
ANNEXE 4 Les principales coopérations technologiques russo-ukrainiennes	33
BIBLIOGRAPHIE	34